



Faculté des sciences de la santé humaine, campus de Gardolé, université de NDjamena © droits réservés

## Des carrières universitaires difficiles à mener

Le travail d'universitaire exige des déplacements et des responsabilités familiales, compliquant la participation des femmes à la recherche. Les universitaires, bien que dans une position plutôt privilégiée par rapport à de nombreuses autres femmes, doivent faire face à des difficultés diverses qui entravent leur carrière. Elles manquent de temps, d'opportunités, d'une organisation structurelle qui leur permettent de se consacrer à leur carrière et se présenter à des passages de grade. Les carrières des femmes universitaires sont beaucoup plus lentes que celles de leurs homologues hommes.

## Éléments favorisant le parcours

La réussite des femmes dans l'enseignement supérieur dépend en grande partie du soutien qu'elles reçoivent que ce soit au sein de leur famille, de mentors ou de modèles féminins. Les mères qui n'ont pas pu aller à l'école sont parfois d'un soutien incomparable pour leurs filles. Celles qui ont aussi l'encouragement de leurs pères sont largement avantagées pour poursuivre leur scolarité et leurs métiers.

## La passion pour le métier et le travail acharné

Malgré ces obstacles, la passion pour le métier d'enseignante-chercheuse et le travail acharné sont des moteurs essentiels. L'alliance entre femmes, incarnée par l'Association des femmes enseignantes et chercheuses du supérieur au Tchad (AFECST), renforce leur position au sein de l'université dans la recherche et les aide à faire face aux défis quotidiens.

## Contact

Mission Expertises et Consultances  
IRD, 44 bd de Dunkerque, CS90009  
13572 Marseille cedex 02  
Téléphone : 33 (0)4 91 99 95 33  
Courriel : expertise@ird.fr

## Recommandations

Les travaux du comité des experts et expertes ont abouti à la formulation de plusieurs recommandations afin de favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'ESR au Tchad. Celles-ci se déclinent en quatre séries d'actions interconnectées.

### 1. Renforcement des capacités

Parmi cette série, figure à titre d'exemple :

- l'amélioration des outils de statistique à travers l'introduction de nouvelles variables qui rendent compte des inégalités de genre : des données sexo-genrées, ou encore des questions liées aux conditions matérielles des universités (accès à l'eau, latrines, etc.).
- la formation des différents acteurs de l'ESR sur les enjeux de genre (c'est-à-dire : formation des cadres administratifs, administrateurs, collecte et archivage des données chiffrées, mais également formation des enseignants, enseignantes, et des étudiantes et étudiants aux questions de genre...).

### 2. Gouvernance

Le développement des partenariats et l'intégration des enjeux de genre dans les stratégies de l'ESR constituent des leviers clés du renforcement de l'égalité de genre à long terme. Une gouvernance inclusive en faveur de l'égalité homme-femme est centrale et doit s'appuyer sur les cadres existants et nouveaux.

À titre d'exemples, les expertes et experts ont souligné l'intérêt de :

- réviser la stratégie de l'enseignement supérieur pour intégrer (1) l'approche genre à tous les niveaux et analyses et (2) la budgétisation sensible au genre (BSG) ;
- promouvoir une plus grande transversalité sur les enjeux de genre dans les différents ministères sectoriels ;
- promouvoir la création de clubs d'éveil des filles au sein des universités (espaces d'échange, de partage et de reconquête de l'estime de soi) ;
- ...

### 3. Besoin matériels de l'ESR

La qualité des environnements d'études est centrale pour renforcer l'égalité des chances d'apprentissage entre les étudiantes et les étudiants. Dans cette série de recommandations, les expertes et experts soulignent notamment l'intérêt de :

## Qu'est-ce qu'une expertise scientifique collective à l'IRD?

### L'objectif

L'expertise scientifique collective de l'IRD a pour objectif de valoriser la recherche et d'appuyer les politiques publiques en adoptant une approche holistique, interdisciplinaire et intersectorielle.

### La méthode

- Un comité pluridisciplinaire d'une douzaine d'experts ;
- Une revue de la littérature scientifique et de la littérature grise ;
- Un rapport de synthèse et un résumé exécutif accessibles ;
- conclusions sous forme de recommandations pour les décideurs.

Les expertises scientifiques collectives sont pilotées par la Mission Expertise et Consultance de l'IRD.

- renforcer la construction et la maintenance des points d'eau et des sanitaires, en assurant un accès sécurisé pour les filles ;
- mettre en place des systèmes de garde collectifs pour les femmes, qu'elles soient du personnel administratif, étudiantes ou enseignantes, afin de faciliter leur participation à l'éducation ; ou encore de développer les moyens de mobilité, notamment les bus, pour garantir la sécurité des femmes lorsqu'elles se rendent aux cours ;
- ...

### 4. Plaidoyer - Sensibilisation - Communication

Renforcer l'égalité entre les hommes et les femmes implique un changement structurel sur le long terme. À titre d'exemple, pourraient être abordés de façon plus approfondie :

- les stéréotypes de genre et les VBG qui regroupent diverses formes de violences telles que les mariages d'enfants, les violences conjugales, sexuelles et psychologiques ;
- les représentations autour des menstruations afin que les femmes ne soient pas discriminées du fait de cet état spécifique ;
- la vulgarisation et le partage des études académiques sur le genre au Tchad, pour encourager une réflexion constante sur cette dimension au-delà de la Semaine nationale de la femme tchadienne (1-7 mars).

- ...

Maquette et mise en page DCPV/Laurent Corstini

## EXPERTISE SCIENTIFIQUE COLLECTIVE DE L'IRD (ESCI)

# Les femmes dans l'Enseignement supérieur et la Recherche au Tchad

## Le collège des experts et expertes

### Co-Présidentes

Sabine Djimouko (UNDJ, Tchad)

Gaëlle Gillot (Université Paris 1, DEVSOC, France)

### Expertes coordinatrices

Cécile Petitdemange (IMAF, France)

Charlotte Vampo (IRD, LPED France)

Madeleine Wayack-Pambè (ISSP, Université Joseph-Ki-Zerbo, Burkina-Faso)

### Experts et expertes

Achta Djibrine Sy (CFTMPP, N'Djamena, Tchad)

Goulé Koudji (Université de Sarh, Tchad)

Boukhari Mahamat Issa (INSTA, Tchad)

Yodé Miangotar (UNDJ, Tchad)

Naïlar Clarisse Nehoudamadji (OANET, Tchad)

Célestine Nemadji (ENS, Tchad)

Alexis Ngarmbatedjimal (UNDJ, Tchad)

Plusieurs réformes visant à promouvoir les droits des femmes et des filles ont marqué la vie politique récente du Tchad. Malgré les progrès législatifs accomplis, des défis importants subsistent. Les femmes demeurent encore sous-représentées dans les sphères de la vie politique et publique. L'une des principales cause et manifestation des inégalités se cristallisent dans les enjeux de l'éducation : depuis les petites classes jusqu'aux laboratoires des universités et des instituts de recherche tchadiens, hommes et femmes n'ont pas du tout la même expérience. Ces dernières ont une place très minoritaire (environ 7 %) dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique (ESR).

Partant de ce constat, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS) a sollicité l'Institut de recherche pour le développement (IRD) pour réaliser une expertise scientifique collective sur la question des : « Femmes dans l'enseignement supérieur et la recherche au Tchad ».

Avec l'appui du Centre national de recherche pour le développement (CNRD) et l'Ambassade de France au Tchad, cette expertise s'est déroulée d'octobre 2022 à décembre 2023.

Un comité scientifique pluridisciplinaire a été mobilisé composé de douze experts tchadiens, burkinabè et français.

L'expertise collective produite apporte un éclairage scientifique autour de trois axes thématiques étroitement liés :

- **Axe 1** : les luttes féminines et l'application de la politique genre au Tchad et les répercussions de ces luttes sur l'ESR ;



Expertise scientifique collective de l'IRD (ESCo) à la demande du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS)

- **Axe 2** : l'état des lieux et les données de cadrage quantitatif et qualitatif sur l'éducation des filles et des femmes dans l'ESR ;

- **Axe 3** : les représentations sociales des femmes diplômées de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que leurs expériences personnelles.





Atelier initial CEFOD Ndjamena © IRD - Ludovic Mollier

## 20 questions clés ont été posées au comité des experts.

### Parmi lesquelles quelques exemples :

- Quelles sont les trajectoires historiques des mouvements des femmes ayant lutté en faveur du droit des femmes ?
- Quel est l'environnement de l'ESR, du secteur éducatif au Tchad ?
- Quelles sont les données statistiques au Tchad depuis le primaire au supérieur (public-privé) ?
- Qui sont les femmes dans l'ESR et quels sont les stéréotypes sur les femmes qui vont à l'école ?
- Quels sont les trajectoires, les attentes sociales et « choix » de vies, les dilemmes qui se posent aux femmes et les stratégies qu'elles mettent en place ? ...

## Mobilisation des associations féminines et rôle moteur de la société civile (1990-2011)

Le tissu associatif féminin a véritablement pris son essor dans les années 1990 autour notamment de l'Association des femmes juristes du Tchad (AFJT) qui regroupait de nombreuses femmes ayant eu accès aux études supérieures. L'AFJT a lutté très tôt pour la reconnaissance des droits des femmes en mettant en place par exemple : l'aide juridictionnelle en faveur des femmes les plus démunies. Elle a milité aussi pour l'instauration d'un plan national de lutte contre les violences basées sur le genre (VVG). Le Groupe informel recherche action féminine (GIRAF) dès 1988 s'est attelé à documenter les changements dans les comportements de genre et a accompagné les mouvements féminins vers leur structuration. C'est sous son impulsion qu'est née, en 1996, la Cellule de liaison et d'information des associations féminines (CELIAF), faitière nationale des organisations féminines.

## Un système scolaire marqué par des écarts filles/garçons

Les inégalités de genre dans l'ESR tchadien s'enracinent dans les systèmes scolaires et les politiques éducatives longtemps peu sensibles aux inégalités de sexe. Le système éducatif tchadien peut accueillir l'ensemble des élèves en primaire mais ce n'est plus le cas dès le cycle moyen, qui accueille les enfants âgés de 12 à 15 ans. Les disparités d'accueil se lisent notamment dans le taux de scolarisation des filles qui diminue drastiquement. La situation

est similaire pour le niveau secondaire où moins d'un cinquième des élèves achèvent ce cycle, avec une proportion dans laquelle les filles ne représentent qu'un tiers des effectifs. Certaines d'entre elles poursuivent dans l'enseignement supérieur où elles continuent à se heurter à de nombreuses inégalités et des difficultés d'ordre général.

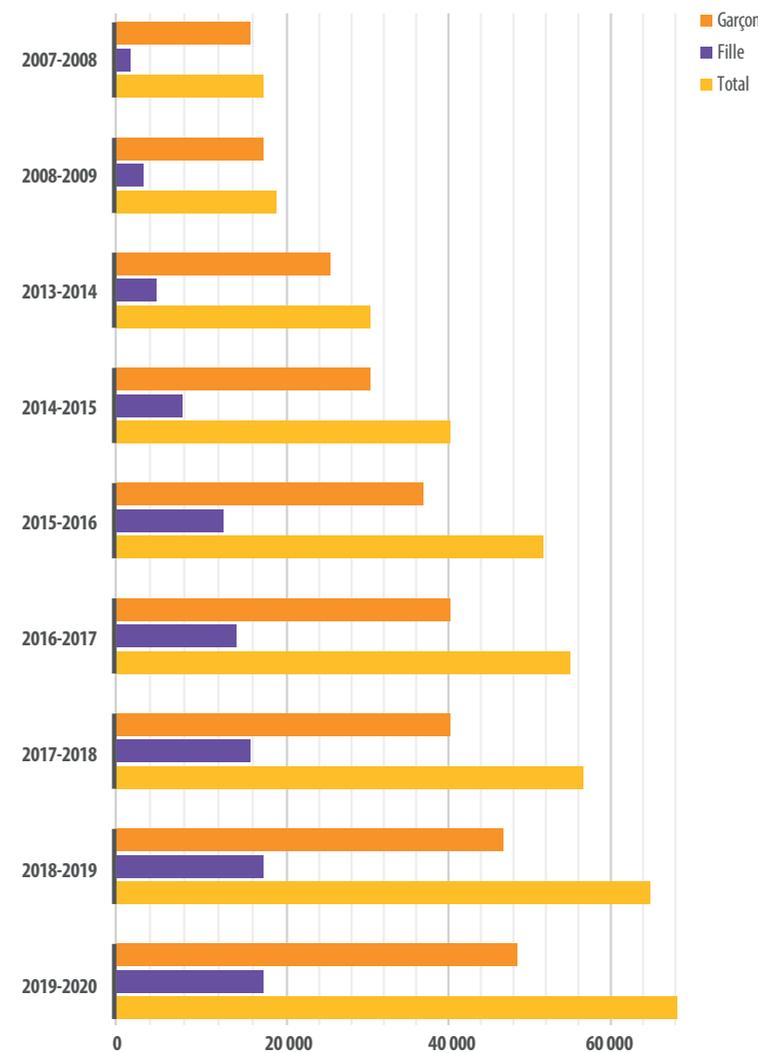
## Des étudiantes moins nombreuses

Le Tchad compte aujourd'hui près de 130 établissements d'enseignement supérieur publics et privés : universités, instituts et écoles<sup>1</sup>. Les garçons sont toujours plus nombreux que les filles à étudier dans le supérieur, même si les écarts ont tendance à se réduire. En effet, les garçons sont sept fois plus nombreux que les filles en 2007-2008 (15 871 contre 2 369) et trois fois plus en 2019-2020 (49 096 contre 18 985). Quelle que soit la région, les étudiantes sont minoritaires.

## Un intérêt récent pour les inégalités de genre au sein de l'ESR

L'accès des femmes à l'enseignement supérieur reste difficile, ce n'est qu'en 2013 que la première maîtresse assistante du Tchad a été admise sur la liste d'aptitude du Comité africain et malgache de l'enseignement supérieur (Cames). Toutefois, on observe des récentes évolutions liées à l'instauration de la loi quota de 2018 et la loi PNG (en 2011 puis révisée en 2017) et à la prise de conscience progressive du genre dans l'enseignement supérieur. Mais elles y restent très minoritaires.

## Évolution de l'effectif des étudiants selon le sexe au Tchad (secteurs public et privé confondus, 2007-2020)



1. À noter, ces estimations peuvent beaucoup varier en fonction du niveau de fermeture des établissements pour des raisons diverses.

## Sous-représentation des femmes dans l'ESR

En 2015, on recensait 56 femmes universitaires contre 2 317 hommes. Bien que le nombre d'enseignantes-chercheuses ait augmenté en 2018-2019 (69 femmes), la proportion est restée inchangée. Seule une femme a atteint le grade de maîtresse de conférences. Selon les tout derniers chiffres validés par le MESRI (2022) on compte 119 femmes sur un effectif total de 1805 hommes enseignants-chercheurs ou chercheurs dans l'ESR.

## Entre mépris, peur et admiration

Les femmes diplômées et universitaires dérangeant, comme en témoigne l'expression méprisante : « mara sakhit » (juste une femme), à forte connotation péjorative qu'elles entendent souvent dans l'exercice de leurs fonctions. Celle-ci renvoie à l'image de « femmes dangereuses » perçues comme nuisibles pour la société. Les femmes universitaires, malgré leur réussite professionnelle et parfois leur nomination à des postes de pouvoir, sont socialement perçues comme inférieures aux hommes « par nature ». En même temps, elles sont respectées par leurs parcours, font la fierté de leur famille et jouent des rôles de conseillères et de sages dans leur communauté, inspirant les jeunes filles. Leur statut social est ainsi perçu de façon très ambiguë.

## Les difficultés spécifiques aux femmes

Être enseignante-chercheuse n'est pas équivalent à être enseignant-chercheur. Elles rencontrent de nombreuses contraintes qui sont spécifiques aux rôles qu'on attend d'elles. Ainsi, elles sont écartées de l'éducation au profit de responsabilités domestiques ; les infrastructures mal adaptées aux enjeux de santé menstruelle ; les mariages précoces et la pression au mariage tout au long du cycle de formation et surtout au début de l'université pour celles qui ne sont pas encore mariées sont fréquents ; le harcèlement sexuel, etc. constituent entre autres des difficultés spécifiques aux femmes.

## Les conditions de vie difficiles sur les campus

Les conditions de vie sur les campus sont très difficiles pour l'ensemble des étudiants. Malgré certains efforts et l'existence d'œuvres universitaires, plusieurs domaines restent à améliorer : les accès aux campus sont compliqués ; il n'y a pas toujours d'électricité ni d'eau ; les sanitaires sont insuffisants en nombre et en qualité ; les salles de cours sont surchargées... Étudier (et enseigner) est une gageure encore davantage pour les femmes dont les besoins spécifiques ne sont pas du tout pris en compte.

Rencontre étudiantes « filles-mères » - Université de Toukra, mai 2023 © Chanceyambaye NGARNOUGBER

